



Compte rendu de conseil d'administration

29 mars 2021

Présents: Marc Leray, Catherine Thibault, Younes Tayek, Lionel Diény, Xavier Vanderplancke, Mélinda Huber, Christophe Aurouet, Jean Pierre Munich, Jacques Queinnec, Xavier Drake

Excusé : Frédéric Michel

Invités: Marc Faysse, Juliette Vachon

- **Le transfert à la CNAF et groupe de pilotage national ;**

Les Caf départementales ont globalement pris contact avec les PAEJ, des rencontres ont déjà eu lieu. Il y a donc une réactivité dans la mobilisation des interlocuteurs Caf.

Une rencontre a notamment eu lieu à Paris. Un problème a été soulevé à cette occasion, notamment le règlement du solde des financements (80% année N et 20% N+1). Cette question sera soulevée lors du groupe de travail national du 30 mars.

Lors de la réunion du groupe de travail national du 30 mars, les retours des grilles d'évaluation seront faits par les Caf afin de produire un état des lieux de la situation des PAEJ dans les 10 départements des 10 CAF concernées. Ces retours serviront de base pour extraire des indicateurs prioritaires dans le cadre de l'agrément.

Il y a également une disparité dans les organisations des Caf qui peut poser un problème: certaines Caf ont nommé des interlocuteurs jeunesse territorialisés, d'autres un(e) référent(e) jeunesse départemental(e).

- **Retour sur les dynamiques régionales : état des lieux ;**

	Faible	En construction	Active
Auvergne-Rhône-Alpes			X
Bourgogne-Franche-Comté	X		
Bretagne			X
Centre-Val de Loire	X		
Corse	X		
Grand Est		X	
Hauts-de-France		X	
Île-de-France			X
Normandie	X		
Nouvelle-Aquitaine	X		
Occitanie			X
Pays de la Loire	X		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	X		
Océan Indien		X	
Caraïbes	X		

Il existe de fortes disparités entre les dynamiques régionales, le plan d'action pour renforcer ces dynamiques est le suivant:

8 Avril: réunion de tous les DR en zoom et présentation de [la fiche de missions DR](#)

De mai à septembre: ciblage des régions dans lesquelles la dynamique est la plus faible et organisation de "carrefours régionaux" en lien avec les DR et les PAEJ dans le but d'enclencher rapidement des dynamiques régionales.

à partir de Septembre: Tenue des Carrefours régionaux dans les 15 régions

2022: suite de l'organisation des carrefours et accompagnement des régions dans la recherche de financements pour les coordinations régionales.

En Auvergne Rhône Alpes, Hauts de France, Grand Est, et en Ile de France, des prises de contact avec les Délégués Régionaux pour proposer d'étudier la question du financement de temps de travail dédié à la coordination régionale.

Les Caf départementales ont possibilité sur leur "fonds locaux" de mobiliser du financement pour les coordinations régionales par mutualisation inter-départementale. Il faut étudier la question région par région. Il y a donc la nécessité d'un rapprochement avec les Caf sur le sujet afin de leur présenter un projet de coordination régionale, région par région.

La fiche de mission des délégués régionaux proposée par la Commission est présentée aux administrateurs. Cette fiche de mission sera également explicitée lors de la réunion du 8 avril de tous les Délégués Régionaux. Après quelques remarques, la fiche est validée par le CA. (cf. annexe)

Le conseil d'administration nomme Christophe Aurouet comme "Administrateur délégué" à l'animation de la Commission Délégués Régionaux.

- **PAEJstat**

La première tranche de PAEJstat a été lancée officiellement début février 2021. Depuis cette date, de nombreuses structures demandent à y avoir accès chaque semaine. Actuellement, 83 structures ont un compte sur le site. Néanmoins, pour le moment, la majorité des structures sont en phase de test du site et pas dans une utilisation active.

Les PAEJ ayant demandé un compte sont répartis dans toute la France. Ci-dessous, vous pouvez voir un tableau du nombre de PAEJ sur PAEJstat par régions.

Région	Nbre de PAEJ sur PAEJstat
Auvergne-Rhône-Alpes	15
Bourgogne-France-Comté	2
Bretagne	3
Caraïbes	3
Centre Val-de-Loire	2
Corse	1
Grand Est	5
Hauts-de-France	4
Île-De-France	16
Normandie	5
Nouvelle-Aquitaine	4

Occitanie	14
Océan Indien	2
Pays de la Loire	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4
Total	83

Les différentes tranches de PAEJstat

Pour rappel, la première tranche de PAEJstat permet aux professionnels de se familiariser avec le site et avec les différents formulaires d'accueil individuel, collectif et partenarial.

La deuxième tranche du site, qui sera accessible début avril, concerne la mise en place de toutes les statistiques avec la possibilité d'extraire les données sous forme de rapports d'activités préremplis ou de tableaux ainsi que d'avoir un suivi des activités directement sur le site, notamment sous forme de tableau de bord accessible au compte de direction des structures.

Retours de la part des PAEJ

Plusieurs PAEJ sont revenus avec diverses demandes concernant des items qu'ils aimeraient retrouver sur le site. Dans la majorité, ces demandes sont des demandes qui ne bloquent pas les professionnels dans leur utilisation du logiciel, tels que des indicateurs à ajouter, des problématiques manquantes (Alimentation et sommeil) ou d'autres informations spécifiques qui pourront être ajoutées ultérieurement lors de prochaines améliorations. D'autres structures ont aussi manifesté leurs inquiétudes par rapport à une double saisie d'informations pour pouvoir satisfaire des financeurs imposant une autre forme de collecte des données. Cette double saisie d'informations pourrait être bloquante.

Outre la forme du logiciel, des retours ont aussi été fait concernant l'utilisation de l'outil et le fait qu'il devienne obligatoire dans le futur. Bien que la majorité des PAEJ y voit un intérêt, certaines structures ont des outils performants qui leur correspondent et sont inquiètes à l'idée d'être obligées de s'adapter à une autre manière de faire, à nouveau qui ne correspondent pas forcément aux différents financeurs.

Amélioration de PAEJstat

La Commission Rapport Unique s'est réunie dans la semaine du 15 mars pour déterminer les futures améliorations nécessaires à apporter sur le site. Ces améliorations vont donner lieu à un nouveau contrat avec le prestataire. Parmi ces améliorations, il va notamment être mis en place la possibilité d'extraire des rapports d'activités spécifiques par financement et donc de pouvoir comptabiliser

les actions spécifiques à certains financements. Cette amélioration pourrait permettre d'éviter les doubles saisies sur d'autres logiciels pour certaines structures. D'autres améliorations vont aussi être mises en place. Le but est que cette année serve à mettre en pratique le logiciel pour qu'il puisse devenir le plus performant possible grâce au retour des structures.

Les membres du Conseil d'Administration expliquent que la prise en main est en cours dans leurs PAEJ. Une nécessaire phase de familiarisation est en cours. A Lyon, il y a un blocage: l'impossibilité de saisir les arrondissements d'origine des jeunes. Cette fonction figure sur la liste des améliorations demandées dans le cahier des charges complémentaire.

- **Diversifications des financements**

Les recherches de financements complémentaires avancent:

Assurance Maladie : Un partenariat est possible mais sans financement, cela ne fait pas partie de leur fonctionnement.

Pour les financeurs ci-après, Marc Faysse a opté pour une stratégie de demande de financement par projet. En effet, le financement par CPO sur le fonctionnement est rare, il est donc plus réaliste d'entamer une relation partenariale avec une demande ponctuelle. J'ai imaginé un projet de construction, de validation, et de diffusion/valorisation d'une boîte à outils pédagogiques à destination des PAEJ pour les aider à développer le volet action collective et développement des compétences psychosociales.

DJEPVA : Le projet les intéresse, mais il faut que nous obtenions l'agrément JEP. Il y a une session d'agrément le 18 mars et une autre le 24 juin. Suite à une lecture de nos statuts par Christine BAILLARGUET, notre demande d'agrément JEP supposerait un changement statutaire.

DGESCO : Le projet proposé est dans leurs préoccupations du moment, j'ai un rdv zoom mi-avril avec Bérénice Hartmann, Chargée d'études en promotion de la santé, éducation à l'alimentation et prévention des conduites addictives.

Fondation Harmonie Mutuelle : Pas de financement des têtes de réseau.

Fondation Caritas : préprojet rempli en ligne (30 000 euros demandés), réponse courant avril.

Fondation Crédit Coopératif : Le projet est dans les clous, mais la date limite d'envoi pour 2021 était mi février, ils nous encouragent à présenter le projet l'an prochain

D'autres pistes de financements sont évoquées par les administrateurs:

Le Rotary Club, et le Lions Club ne financent pas des têtes de réseau national mais des projets locaux.

Des recherches en ce sens sont en cours par Marc Faysse auprès de CNP assurance, , Fondation de France (harcèlement/ programme allez les filles),

En ce qui concerne la fondation Crédit coopératif et la DILCRA (homophobie, harcèlement), les dates des appels à projet 2021 sont passées.

- **Vie du réseau/Dynamique Nationale**

L'ANPAEJ a été sollicitée par une commission sénatoriale afin d'auditionner un membre de l'association. Cette sollicitation a également concerné la FNEPE et l'ANMDA.

L'objectif est, en 10 minutes, de présenter les positions et nos spécificités de prévention du décrochage et d'émancipation des jeunes.

Un appel à contribution va être communiqué aux PAEJ afin d'établir une synthèse et quelques vignettes cliniques pour illustrer la spécificité de l'action des PAEJ sur les territoires et les complémentarités avec les autres acteurs.

Cette commission aura lieu le 20 avril.

Le conseil des partenaires (ANPAEJ, ANMDA, FNEPE, Fédération Addiction, Mouvement des missions locales) se réunira le 6 avril.

Par ailleurs, suite à la visite d'Aurélien Taquet dans le 91 suite au phénomène des rixes, un communiqué de presse va être publié par l'ANPAEJ, dont voici les termes:

Souffrance des ados : les PAEJ rappellent l'importance des structures de soutien de proximité.

Les PAEJ constatent l'aggravation et la multiplication des situations de souffrances psychologiques. La vie sociale bousculée, le climat général anxiogène, l'absence de perspectives sociales et professionnelles plongent les jeunes les plus fragiles dans des comportements à risques. Dans les PAEJ arrivent tous les jours des jeunes plus nombreux et plus abîmés que jamais. Etats dépressifs, pensées suicidaires, mais aussi comportements violents dans et hors les établissements scolaires, harcèlements, consommations de drogues : les manifestations de ce mal être de la jeunesse sont nombreuses et les professionnels de nos structures y sont confrontés au quotidien.

Lors des différents confinements, les PAEJ sont restés ouverts, ils ont permis l'accueil des enfants et des adolescents issus de familles dysfonctionnelles.

Face à ces difficultés, les parents sont parfois démunis, dépassés. Nous voulons leur dire que les PAEJ sont là pour les accompagner. Il existe en France un réseau de structures dans lesquelles les professionnels sont

formés à l'écoute et au travail avec les adolescents, et peuvent recevoir les jeunes et leurs familles pour des entretiens, avec ou sans rendez-vous. Il y a forcément l'une de ces structures près de chez vous.

Nous voulons également dire aux pouvoirs publics qu'il est important, et qu'il sera demain crucial, de maintenir et d'accentuer le soutien aux Points Accueil-Ecoute Jeunes qui, partout en France, accompagnent les jeunes et leurs familles plus que jamais en manque de repères, de liens et de solidarités.

- **Situation comptable**

Suite au changement de cabinet comptable, le travail avec le nouvel interlocuteur comptable a été un peu laborieux. Le projet **finalement présenté est complet.**

Le résultat d'exploitation pour 2020 est de : **19 353 €**

Il y a un vrai travail d'analyse des comptes de 2020, notamment des tableaux d'analyses des fonds dédiés (197 000€) et des immobilisations.

Le Budget prévisionnel de 2021 (153 000€) : - cf. annexe-

90 000 DGCS

47 000 Cnaf (42 000 € + 5 000 €)

16 000 Adhésions

Dépassant le seuil de 150 000€, nous allons devoir solliciter un Commissaires aux Comptes.

Le budget prévisionnel de 2022 (168 000€) : -cf annexe-

90 000 DGCS

62 000 Cnaf

16 000 Adhésions

- **Vie associative**

Les adhésions évoluent comme suit:

	2019	2020	2021
Revenu des adhésions	16680	20485	24980
Nombre d'adhérents	85	88	108

Le prochain Conseil d'Administration aura lieu le **14 juin** en présentiel à Paris dans la mesure du possible

L'Assemblée générale aura lieu le **27 septembre**.

Marc Faysse
Coordinateur,



Marc leray
Président,

